

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 21/09/4.6

SEANCE DU 20 SEPTEMBRE 2021
L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN ET LE VINGT SEPTEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	3	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Benoît ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTEES :

Christine DEL NERO, (représenté par Monsieur le Maire)
Michel THUILIER, (représenté par Nicole BERNARDINI)
Carine GINZAC, (représentée par Dominique RIGHI)

ABSENTS :

Stanislas ROQUEBERT.

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>	
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :
<u>ABSTENTION(S)</u> :	<u>CONTRE(S)</u> : <u>BLANC(S) et NUL(S)</u> :

OBJET : Personnel communal : liste des emplois et des conditions d'occupation des logements de fonction

Madame Laetitia QUILICI, adjointe au Maire informe l'assemblée qu'il y a lieu de déterminer les emplois susceptibles de bénéficier d'un logement de fonction pour nécessité de service.

Les conditions d'exécution du service public peuvent justifier l'attribution d'une concession de logement aux agents territoriaux affectés sur certains emplois.

Conformément à l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée relative à la fonction publique territoriale portant modification de certains articles du Code des Communes : « les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué gratuitement ou moyennant une redevance par la collectivité ou l'établissement public concerné, en raison notamment des contraintes liées à l'exercice de ces emplois ».

Les décisions individuelles sont prises en application de cette délibération par l'autorité territoriale ayant le pouvoir de nomination.

Madame QUILICI rappelle à l'assemblée qu'un logement de fonction peut être accordé :

- Pour nécessité absolue de service lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service, notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de responsabilité sans être logé sur son lieu de travail ou à proximité immédiate.
- Lorsqu'un agent est tenu d'accomplir un service d'astreinte mais qu'il ne remplit pas les conditions ouvrant droit à la concession d'un logement par nécessité absolue de service, une convention précaire avec astreinte peut lui être accordée. La redevance mise à la charge du bénéficiaire est égale à 50 % de la valeur locative réelle des locaux occupés.

Toutes les charges courantes liées au logement devront être acquittées par l'agent.

Madame QUILICI propose à l'assemblée de fixer la liste des bénéficiaires d'un logement de fonction dans la commune d'Ollioules, comme suit :

Concession de logement pour nécessité absolue de service

Emplois	Service	Obligations liées à l'octroi du logement
Gardien / agent d'exploitation du complexes sportifs La Castellane	Service Jeunesse et Sports	Ouverture/fermeture des sites, entretien, maintenance, accueil public, surveillance du site ...
Agent de maintenance des équipements sportifs logé	Service Jeunesse et Sports Complexe PIEMONTESE	Ouverture/fermeture des sites, entretien, maintenance, accueil public, surveillance du site
Agent d'exploitation des cimetières	Services Techniques	Accueil des familles, ouverture et fermeture 7j/7j, obsèques, surveillance du site, entretien ...

Convention d'occupation précaire avec astreinte

Emplois	Service	Obligations liées à l'octroi du logement
Gardien / agent d'exploitation des équipements sportifs	Service Jeunesse et Sports	Suggestions particulières en dehors des heures de service : ouverture/fermeture des sites, entretien, maintenance, accueil public, surveillance du site ...

Les agents supportent l'ensemble des réparations et des charges locatives afférentes aux logements ainsi que l'ensemble des charges accessoires (eau, gaz, électricité, chauffage). Pour la concession pour nécessité absolue de service, la concession comporte la gratuité du logement et du téléphone à usage professionnel exclusivement.

Pour la convention d'occupation précaire avec astreinte, la redevance (loyer) ne peut être inférieure à 50 % de la valeur réelle des locaux occupés.

Les agents sont redevables des impôts et taxes liés à l'occupation des locaux et doivent souscrire une assurance (attestation à transmettre annuellement).

Chaque attribution de logement fait l'objet d'une déclaration d'avantage en nature. Celui-ci est déterminé en fonction d'une évaluation forfaitaire établie sur la base d'un barème URSSAF correspondant à 8 tranches de revenus revalorisées annuellement ou de la valeur locative servant à l'établissement de la taxe d'habitation.

Le choix du mode d'évaluation relève exclusivement de l'employeur qui pourra la réviser en fin d'exercice pour l'année entière écoulée pour chaque salarié.

Les concessions de logement et les conventions d'occupation précaires avec astreintes sont accordées à titre précaire et révocable. Leur durée est limitée à celle pendant laquelle les intéressés occupent les emplois qui le justifient.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la situation propre à certains équipements nécessitant la présence d'un agent sur des horaires élargis,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. ADOPTE la proposition du Maire d'attribution de logements de fonction.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à prendre les décisions individuelles de concession de logements et d'occupation précaire.
3. INSCRIT au budget les crédits correspondants en dépenses et recettes.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



Envoyé en préfecture le 27/09/2021

Reçu en préfecture le 27/09/2021

Affiché le

ID : 083-218300903-20210920-D09_2021_4_6-DE